

Requesting Organization :	Danish Refugee Council			
Allocation Type :	2022 First Standard Allocation			
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage		
Eau, Assainissement et Hygiène		100.00		
		100		
Project Title :	Réponse en WASH aux populations vulnérables affectées par les chocs, dans la sous-préfecture de Bocaranga			
Allocation Type Category :	HFU Management Cost			
OPS Details				
Project Code :		Fund Project Code :	CAR-22/HCF10/SA1/WaSH/INGO/21410	
Cluster :		Project Budget in US\$:	279,048.30	
Planned project duration :	8 Months	Priority:		
Planned Start Date :	01/04/2022	Planned End Date :	31/03/2023	
Actual Start Date:	01/04/2022	Actual End Date:	30/11/2022	
Project Summary :	<p>Ce projet vise à faciliter l'accès des IDPs, retournés et populations hôtes aux infrastructures d'eau, hygiène et assainissement (EHA) de base et à contribuer à créer un environnement sain et propice au développement humain pour réduire les risques de santé publique liés aux maladies hydriques dans la préfecture de l'Ouham Pendé (sous-préfecture de Bocaranga) et avec une flexibilité dans les zones environnantes.</p> <p>Cette proposition de projet prévoit l'organisation d'évaluations rapides multisectorielles (MSA) et de diagnostics techniques dans la préfecture de l'Ouham Pendé particulièrement dans la sous-préfecture de Bocaranga touchée par des chocs.</p> <p>En fonction des besoins identifiés lors des MSA et diagnostics techniques, DRC organisera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réhabilitation de points d'eau ; - la construction de latrines transitionnelles ; - la création/redynamisation des comités de gestion des infrastructures WASH ; - des sensibilisations aux bonnes pratiques liées à l'hygiène et l'assainissement. Pendant ces séances de sensibilisation l'équipe procèdera à des distributions des morceaux de savons et des bouilloires aux participants les plus actifs. Cette action vise environ 1500 personnes sur la période de mise en œuvre. Un plaidoyer auprès des autres acteurs humanitaires présents dans les zones d'intervention sera fait afin de combler les gaps dans les secteurs non couverts par DRC (notamment, NFI, abri, santé et nutrition, vivres, éducation). <p>Des enquêtes de fréquentation des ouvrages seront organisées afin de s'assurer de la qualité des activités conduites et d'améliorer les interventions futures.</p> <p>DRC veillera à la mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes lors des interventions afin d'assurer la redevabilité et la transparence auprès des populations bénéficiaires tout au long du projet.</p> <p>En lien avec les priorités de la première allocation standard 2022 et au vu des besoins humanitaires qui restent en hausse dans l'Ouham Pendé, DRC souhaite renforcer la réponse d'urgence en Wash dans cette sous-préfecture et ses environs selon les besoins et la validation de la coordination humanitaire.</p> <p>Ce projet vise à améliorer l'accès des populations aux infrastructures d'eau, hygiène et assainissement (EHA) de base et à contribuer à créer un environnement sain et propice au développement humain pour réduire les risques de santé publique liés aux maladies hydriques.</p> <p>Ainsi, cette proposition de projet bénéficiera de la complémentarité avec les autres activités de DRC dans la protection, la réduction des violences basées sur le genre (VBG), la relance économique, l'EHA, les Abris/NFI et le Cash for Work permettant d'apporter une réponse holistique et complète aux besoins non couverts identifiés dans l'Ouham Pendé.</p>			
Direct beneficiaries :				
Men	Women	Boys	Girls	Total
3,780	3,925	3,080	3,215	14,000

Other Beneficiaries :

Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Host Communities	1,360	1,415	1,110	1,155	5,040
Internally Displaced People	2,270	2,350	1,850	1,930	8,400
Returnees	150	160	120	130	560

Indirect Beneficiaries :

Les bénéficiaires indirects seront les personnes issues de la communauté, informés et sensibilisés sur le projet et les principes humanitaires ainsi que sur les bonnes pratiques d'hygiène, la protection et les VBG, etc.

Catchment Population:**Link with allocation strategy :**

Cette proposition de projet s'inscrit parfaitement dans la logique de la 1ère allocation standard et vise à apporter une réponse en WASH aux besoins les plus urgents des familles vulnérables des déplacés, retournés et hôtes dans la sous-préfecture de Bocaranga, classifiées en sévérité 4.

La présence pluriannuelle de DRC dans cette zone lui permet de stay and deliver, même dans les localités les plus reculées. En effet, DRC est un acteur largement reconnu et accepté dans la préfecture de l'Ouham Pendé. Les communautés identifiées dans le cadre de cette proposition de projet pourront bénéficier de la complémentarité avec les autres projets menés par DRC dans la zone, notamment dans le secteur de la protection et de la prévention/réponse aux VBG financé aussi par le FH.

Le projet est en lien avec le pilier n.2 de la 1ère allocation standard et a été conçu sur la base des résultats des évaluations rapide multisectorielles menées par DRC entre 2021 et 2022 dans cette préfecture, entre autres, dans le cadre de son programme d'urgence financé par BHA. La proposition s'aligne avec les objectifs du Cluster Wash : Apporter une réponse EHA aux filles, garçons, femmes et hommes déplacés sur sites et en famille d'accueil, ainsi qu'aux retournés et non déplacés vulnérables vivant dans les villages de retour. Tout en apportant ces réponses d'urgence, DRC favorisera l'implication de ces différentes catégories de bénéficiaires dans l'amélioration continue de son action à travers le renforcement du mécanisme de gestion des plaintes et de feedback qui permet de mettre les personnes touchées par les crises au centre des préoccupations. Dans cette, des formations sont prévues en faveur des membres des comités de gestion des plaintes et des points focaux.

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
Sébastien Markovic	Directeur Pays	sebastien.markovic@drc.ngo	+23672418657
Yaki Dama Wappi Wappi	Spécialiste Grants/MEAL	yaki.dama@drc.ngo	+23672670475

BACKGROUND**1. Humanitarian context analysis****2. Needs assessment**

De nombreux chocs sécuritaires sont intervenus dans l'Ouham Pendé au cours de 2021 et en début 2022 entre les groupes armés et les forces armées centrafricaines et alliées, créant d'importants mouvements de population transfrontaliers et au sein des préfectures. Entre août 2020 et septembre 2021, le RRM a enregistré 146 alertes dont 61% sont liées à des chocs et suivis de déplacements de populations. D'après REACH (Octobre 2021), un incident sécuritaire a été rapporté pour 54% des localités évaluées dans le Nord-Ouest de l'Ouham Pendé, et la présence des PDI a été rapportée pour 35% des localités évaluées. Le déplacement de ces PDI s'expliquerait principalement par la présence d'un conflit armé dans 94% des localités où leur présence a été rapportée.

Dans l'Ouest de l'Ouham Pendé, la menace des engins explosifs et les restrictions d'accès physique dans certaines zones suite aux affrontements armés ont exacerbé le niveau d'insécurité et la complexité de l'aide humanitaire. La situation est particulièrement alarmante dans la sous-préfecture de Bocaranga où les populations civiles font des mouvements entre les lieux de refuge, la brousse, les villages voisins, leurs champs et leurs maisons afin d'échapper aux attaques et d'avoir accès à des moyens de subsistance. Depuis novembre 2021, le RRM a rapporté plusieurs alertes dans la zone (ACF_KAI_20211209, etc.) avec des vagues régulières de déplacements de population vers la ville de Bocaranga et dans les localités les plus stables de cette sous-préfecture.

Les MSA et interventions menées par DRC entre fin 2021 et début 2022 dans le cadre d'un projet d'urgence financé par BHA ont mis en évidence les besoins aigus des populations, notamment en WASH. Selon ces évaluations, le nombre moyen de personnes par point d'eau est d'environ 2 500 individus ; ce qui est nettement au-dessus du seuil de 500 personnes par point d'eau. Donc, la plupart des populations n'a pas un accès suffisant à l'eau potable pour un usage domestique, y compris pour la boisson. Les ménages n'ont également pas un accès suffisant à l'assainissement ni au savon pour assurer des pratiques en matière d'hygiène domestique et la défécation en plein air est très répandue.

3. Description Of Beneficiaries

4. Grant Request Justification

Des MSA réalisées par REACH en novembre 2021, il ressort que les principales contraintes qui limitent l'accès des populations à l'eau dans les localités du Nord-Ouest sont la mauvaise qualité de l'eau (42%), l'insuffisance / éloignement des sources d'eau (22%) et l'insécurité (9%). Plus des 50% des localités évaluées ne disposent que des sources d'eau non protégée et/ou non améliorée. La défécation à l'air libre a rapporté dans 84% des localités évaluées.

Les observations et enquêtes menées par DRC en juillet 2021 dans la localité de Belé 3 en matière d'assainissement au niveau des ménages et sur les infrastructures publiques de la zone (école primaire) ont révélé ce qui suit : seulement 4% des enquêtés ont cité 3 moments clés de lavage des mains et 34,58% des ménages défèquent en plein air. Globalement, la situation de l'hygiène et de l'assainissement est alarmante dans la zone, ce qui explique le taux élevé de maladies hydriques : paludisme (91%), diarrhée (75%) et fièvre (74%).

A la lumière des problématiques identifiées ci-dessus, DRC propose au FH une intervention en EHA dans la préfecture de Bocaranga des activités qui permettraient de renforcer la réponse d'urgence que DRC met en œuvre via un financement BHA. Le présent projet mettra l'accent sur :

- (i) des réhabilitations de points d'eau pour favoriser un meilleur accès à l'eau en quantité et en qualité ;
- (ii) la construction de latrines semi durables et la mise en place des comités de gestion des ouvrages ;
- (iii) des enquêtes de fréquentation des ouvrages WASH ;
- (iv) un mécanisme de gestion des plaintes afin de mettre la redevabilité envers les bénéficiaires au centre des préoccupations et assurer la qualité de ses interventions.

Ce paquet d'activités permettra de renforcer la réponse d'urgence que DRC met en œuvre à travers son financement BHA qui est en lien avec les alertes/MSA RRM et qui se complètent en terme d'interventions. De plus, grâce à l'expertise de DRC dans les domaines de la protection et de la réduction des VBG, le présent projet bénéficiera de la complémentarité dans le cadre des programmes déjà en cours dans la préfecture de Paoua en général : le monitoring des cas de protection, la prise en charge et référencement, la sensibilisation et renforcement de capacités des communautés sur des thèmes concernant la protection et le genre.

Ce projet sera implémenté par DRC à Bocaranga, qui est une zone "difficile d'accès", classée au niveau 4 ou plus selon le système de sécurité de DRC. Les principales menaces dans la zone sont notamment liées à la présence d'engins explosifs, les attaques, les tensions liées à la transhumance, et les braquages. En 2021, un personnel de DRC a été victime de la déflagration d'un engin explosif sur l'axe Paoua – Boacaranga. Ces risques impactent considérablement les modalités d'accès à la zone de Bocaranga. Ainsi, les équipes de DRC accèdent à Bocaranga soit par vol UNHAS, soit par voie terrestre selon le trajet Paoua – Bozoum – Bouar – Bocaranga ; ce qui représente 2 jours de voyage. Au-delà de mettre en œuvre des activités de qualité, DRC a aussi une obligation contractuelle de s'assurer que le personnel est correctement formé à la gestion des risques (formations HEAT, gestion des incidents, etc.) et que ses locaux sont conformes aux exigences de sécurité accrues (conformité MOSS renforcée) découlant du travail dans ces zones. Par conséquent, les risques liés à l'insécurité présentent des coûts supplémentaires conséquents pour la bonne implémentation des activités, qui sont pris en compte dans cette proposition.

5. Complementarity

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

Contribuer à améliorer les conditions de vie des populations touchées par des chocs dans la sous-préfecture de Bocaranga, en RCA, via une réponse en Wash, rapide et coordonnée.

Eau, Assainissement et Hygiène

Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
Apporter une réponse EHA aux filles, garçons, femmes et hommes déplacés sur sites et en familles d'accueil, ainsi qu'aux retournés et non déplacés vulnérables vivant dans les villages de retour.	SO1: En 2022, 1,6 M de pers bénéficient d'une assistance d'urgence multisecteur en tps opportun, et intégrée si possible, en cash ou en nature, nécessaire pour adresser leurs problèmes critiques liés au bien-être	100

Contribution to Cluster/Sector Objectives : Apporter une réponse EHA aux filles, garçons, femmes et hommes déplacés sur sites et en familles d'accueil, ainsi qu'aux retournés et non déplacés vulnérables vivant dans les villages de retour

Outcome 1

Répondre aux besoins urgents en WaSH des ménages affectés par les chocs via une assistance adaptée et inclusive

Output 1.1

Description

14 000 personnes retournés, déplacés et hôtes de la sous-préfecture de Bocaranga (Ouham Pendé) reçoivent un appui en WASH

Assumptions & Risks

Hypothèses

- La situation sécuritaire permet le déploiement des équipes de DRC ;
- Les autorités formelles et informelles ainsi que les communautés de la zone soutiennent le projet et facilitent sa mise en œuvre ;
- Les contraintes logistiques, telles que l'état des routes, ne se dégradent pas davantage ;
- La situation sanitaire, due à la pandémie de Covid- 19, est contrôlée et ne se dégrade pas de manière conséquente.

Risques:

- Le risque de violences intercommunautaires et/ou d'affrontements entre groupes armés limite ou empêche la mise en œuvre partielle ou complète des activités. Grace aux personnels du département Accès Humanitaire et Sécurité, aux points focaux sur place et à tout autre informateur clé, DRC a une bonne connaissance du contexte et de la situation sécuritaire dans la zone d'intervention. Lorsque les conditions sécuritaires ne permettent pas la livraison de l'aide à cause des violences, les mouvements des staffs DRC sont mis en stand-by en attente que la situation se calme. Dans le cas où la situation reste tendue pendant longtemps, dans le but de ne pas mettre en danger les staffs de DRC ainsi que la population locale, après consultations avec la/ le Directrice (eur) des Programmes, les collègues sur place, les autorités locales, les autres acteurs humanitaires présents et le FH RCA il est possible de choisir de livrer l'aide dans une autre localité.
- Les autorités locales souhaitent le départ des partenaires humanitaires et bloquent les initiatives de ces derniers. DRC, ainsi que les autres acteurs humanitaires présents, font un fort plaidoyer pour sensibiliser les autorités locales sur l'importance de l'aide humanitaire et la présence des ONG afin de soulager les populations locales. Grace à son expérience pluriannuelle dans la zone, DRC a des bonnes relations avec les autorités locales. Des rencontres de concertation et coordination sont organisées régulièrement afin d'impliquer les autorités dans le design et la mise en œuvre des projets et en encourageant l'appropriation.
- La multiplication d'explosion des engins limite les déplacements de l'équipe du projet sur certains axes : L'équipe du projet se déplacera soit par vol UNHAS et/ou par voie terrestre en contournant les axes pollués selon les cas. Pour les achats, DRC adaptera sa procédure pour que les livraisons soient directement faites à Bocaranga ; ce qui éviterait le déplacement des matériels de Paoua à Bocaranga. Parallèlement, DRC renforcera la communication par son réseau d'informateurs locaux pour que des informations utiles lui soient partagés en temps réel. En plus, DRC continuera à partager à l'avance son plan de mouvement avec Ocha, MINUSCA, etc. ; ce qui lui permettra de recevoir des alertes en cas de difficultés d'accès. Avec l'appui de son Conseil Accès Humanitaire, DRC multiplier ses sources d'informations avant de valider ses déplacements sur terrain.
- Les axes routiers sont dégradés et notamment les ponts coupés empêchant les équipes d'atteindre les zones du projet. La plupart du projet se déroulera pendant la saison sèche, cela devrait faciliter l'accès aux zones les plus reculées. Un plaidoyer sera fait auprès des autorités locales, MINUSCA, Agences UN pour améliorer l'état des routes et réhabiliter les ponts cassés/coupés. Dans le cas où l'accès sera vraiment difficile, en coordination avec les autorités locales, les autres acteurs humanitaires et le FH RCA, une solution sera identifiée pour livrer l'aide dans une autre localité.
- Apparition d'une autre vague forte de contamination de Covid-19 avec une propagation communautaire très forte entraînant le durcissement des mesures gouvernementales interdisant tous les rassemblements. Les staffs DRC suivent les mesures de prévention de la propagation du COVID-19 (notamment, porte du masque, gestes barrières, lavage des mains, réunions avec max 20 personnes etc.). Des sensibilisations sont faites afin que la population également suivent ces mesures.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Eau, Assainissement et Hygiène	# des personnes ayant accès aux infrastructures sanitaires.	648	672	528	552	2,400
Means of Verification : MSA, Rapports d'activité, PDM							
Indicator 1.1.2	Eau, Assainissement et Hygiène	# de points d'eau construits ou réhabilités					28
Means of Verification : Rapports d'activité							
Indicator 1.1.3	Eau, Assainissement et Hygiène	# Personnes utilisant directement les services d'eau améliorés fournis grâce au financement de FH	3,780	3,920	3,080	3,220	14,000
Means of Verification : Rapports d'activité PDI							
Indicator 1.1.4	Eau, Assainissement et Hygiène	# de personnes qui ont bénéficié de séances de promotion à l'hygiène	810	840	660	690	3,000
Means of Verification : Rapports d'activité, listes des participants							
Indicator 1.1.5	Eau, Assainissement et Hygiène	# des personnes se lavant actuellement les mains avec du savon, de la cendre ou de l'eau chlorée pendant les moments clés de la journée.	648	672	528	552	2,400
Means of Verification : Rapports d'activité, PDM, pre-post tests							
Indicator 1.1.6	Eau, Assainissement et Hygiène	% des bénéficiaires des activités du projet qui déclarent que le mécanisme de gestion de feedback et des plaintes est accessible et fiable					70

Means of Verification : Reistre d'enregistrement des feedback et plaintes
Rapport d'activités intégrant les résultats de l'enquête de satisfaction

Activities

Activity 1.1.1

Construction de latrines transitionnelles

En fonction des résultats des MSA, DRC envisage la construction/réhabilitation de 24 blocs de 2 cabines de latrines transitionnelles (soit 50 personnes par bloc de latrine) dans les zones de retour avec une densité de population élevée et des forts risques sanitaires dans la sous-préfecture de Bocaranga

Les femmes, filles et autres personnes vulnérables seront consultées avant d'établir la position des latrines, dans le but de limiter les risques de protection, respecter les normes socio-culturelles et garantir la facilité d'accès. Les blocs de latrines seront ainsi séparés par sexe et chaque bloc contiendra une cabine adaptée aux personnes à mobilité réduite (équipée d'un tabouret pour la défécation). Pour les latrines transitionnelles, les fosses seront construites en briques d'argile. Compte tenu de la nature sableuse et visqueuse de la plupart des sols de la zone d'intervention, les fosses des latrines d'urgence creusées seront maçonnées avec des briques cuites pour limiter les risques de glissement de terrain.

Les normes SPHERE seront utilisées pour guider la construction de l'infrastructure sanitaire, en particulier :

- Une distance de 30 mètres sera observée entre la latrine et le point d'eau souterrain (cette distance peut être ajustée en fonction de la structure du sol) ;
- Un espace de 1,5 mètre sera observé entre le fond de la latrine et le niveau hydrostatique ;
- Une distance de 50 mètres maximum sera maintenue entre les latrines et les zones d'habitation ;
- Des mesures d'atténuation seront mises en œuvre pour faire face à la contamination causée par les inondations ou l'élévation du niveau des eaux souterraines ;
- Des mesures seront mises en place pour s'assurer que le débordement ou le drainage ne contamine pas d'autres sources d'eau ;
- Des mesures seront prises pour s'assurer que les bénéficiaires ne sont pas exposés à des risques, tels que des risques de protection, lors de l'accès à l'infrastructure sanitaire ;
- Les mesures seront décidées en concertation avec les communautés qui proposeront des solutions à entreprendre pour rendre les infrastructures plus sûres pour les bénéficiaires.

Chaque bloc de latrines sera aussi équipé d'un dispositif pour le lavage des mains installé à environ 3 mètres des latrines et consistant en une base en bois ou en acier avec un seau et un robinet. Les comités d'hygiène aussi appelés comités d'assainissement seront responsables de l'approvisionnement en eau.

Activity 1.1.2

Réhabilitation de points d'eau

Suite aux MSA, lorsque des besoins importants en accès à l'eau ressortent, DRC mène des diagnostics techniques sur les infrastructures d'eau existantes afin de déterminer la typologie de réparation à faire.

La sélection des points d'eau à réhabiliter est basée sur les facteurs suivants :

- Nombre de personnes qui dépendent du point d'eau et pression sur la ressource en eau ;
- Nombre de litres d'eau potable disponibles par jour et par personne ;
- Qualité de l'eau potable disponible ;
- Risques liés à l'utilisation des infrastructures existantes ;
- Nombre de cas de maladies hydriques enregistrés au cours de 2 dernières semaines et insalubrité du point d'eau ;
- Caractéristiques de l'environnement à proximité des points d'eau et des eaux souterraines qui peuvent contribuer à la contamination (animaux consommant l'eau, présence de latrines, etc.).

En fonction des résultats des MSA et des diagnostics techniques, DRC prévoit donc la réhabilitation de 28 points d'eau, notamment des forages et des puits équipés de pompes manuelles, dans la sous-préfecture de Bocaranga. L'objectif est celui d'améliorer l'accès à l'eau potable pour 14 000 personnes (soit 500 personnes/point d'eau) retournées, déplacées et des communautés d'accueil affectées par les chocs afin d'atteindre le standard minimum de 15 litres d'eau potable par personne et par jour.

Le projet prévoit de réhabiliter les puits traditionnels et les sources en fonction des besoins spécifiques diagnostiqués pour chaque point d'eau par les équipes de DRC. La réhabilitation des infrastructures souterraines impliquera l'entretien des tubages, le remblayage de l'espace naturel et le revêtement de surface. Pour les pompes, après diagnostic, elles seront soit réparées, soit remplacées. De même, après le diagnostic des équipements de surface, ils seront soit partiellement réhabilités, soit totalement réhabilités. Ces équipements de surface comprennent : le socle de la pompe, le trottoir, le canal de drainage, le puisard et un mur de protection. Ces travaux seront réalisés par la main d'œuvre locale sous la supervision technique de DRC. Quant à l'adaptation ou l'amélioration des puits, elle comprendra le nettoyage ou le recouvrement de la structure, la construction d'un pont de drainage, l'installation d'une pompe. Pour les sources, toutes les mesures seront prises pour restaurer leur fonctionnalité et prévenir toute contamination externe. Toutes les réhabilitations sont complétées par des tests fonctionnels, chimiques et bactériologiques suivis d'enquêtes auprès des utilisateurs pour obtenir des données démographiques sur ces derniers.

Activity 1.1.3

Création/Redynamisation des comités de gestion des infrastructures WASH

Pour les infrastructures WASH, DRC mettra en place ou redynamisera des comités de gestion afin d'assurer la participation active des communautés lors de la réalisation des activités, la maintenance des ouvrages ainsi que leur durabilité.

Les membres des comités seront des volontaires choisis par leurs pairs à travers des élections lors de réunions publiques en présence des autorités locales et de la communauté sur la base de critères choisis par les communautés mêmes.

Les comités d'assainissement seront composés de 4 membres (deux hommes et deux femmes) qui recevront une formation sur l'hygiène et la bonne maintenance des ouvrages et le matériel nécessaire (raclette, brosse dure, seau maçon de 10 L, détergent, gant plastique, botte, balayette coco, cache-nez). Les comités seront responsables du maintien de l'hygiène des latrines.

Les comités de gestion des points d'eau seront composés de 5 membres (dans la mesure du possible, DRC s'efforcera d'avoir une représentation significative de femmes dans les comités). Chaque comité sera composé d'un président, d'un trésorier, d'un secrétaire, d'un pompiste et d'un agent d'entretien. Le personnel de DRC les formera ensuite à la gestion des points d'eau, conformément aux modules de formation promus par les services locaux de l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA). Chaque comité recevra également le matériel nécessaire (pelle, râteau, boîte avec serrure, détergent, botte, gant en plastique, balai en coco, brosse dure, raclette, serpillière, seau de 10 L) pour l'entretien des points d'eau. Concernant la gestion des points d'eau, DRC propose de travailler avec l'ANEA en milieu rural pour renforcer les capacités techniques des artisans réparateurs afin d'appuyer la continuité de l'entretien des ouvrages hydrauliques.

Activity 1.1.4

Sensibilisations à l'hygiène

L'ensemble des activités WASH susmentionnées seront accompagnées d'activités de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène. Les thèmes abordés permettront de renforcer les connaissances de la population sur les risques de transmission des maladies hydriques et féco-orales tout en assurant la transversalité des messages sur les mesures barrières contre le COVID-19 et les autres épidémies.

Les mesures d'adaptation au COVID-19 sont les suivantes :

- i) les sessions de sensibilisation ciblées et les petits groupes de discussion seront préférés aux campagnes de sensibilisation de masse ;
- ii) les équipes seront systématiquement équipées de matériel de protection ;
- iii) le ciblage en porte-à-porte se fera dans le respect des mesures d'éloignement ;
- iv) le calendrier des activités tiendra compte des limites imposées par le nombre de personnes à rassembler.

Le projet prévoit de s'appuyer sur des intermédiaires communautaires dans les zones d'intervention qui serviront de sensibilisateurs pour diffuser les différents messages aux bénéficiaires à travers des outils et moyens de communication qui ne nécessitent pas de rassemblements de masse. Parmi les sujets abordés figurent le lavage des mains, les mesures de protection contre le Covid 19, la collecte, le transport et le stockage de l'eau, ainsi que l'utilisation des latrines.

Différentes méthodes de sensibilisation seront utilisées :

- Les focus groups consistent à réunir un petit groupe d'individus (entre 5 et 15 personnes), homogènes en termes d'âge, de sexe et de statut social, pour les faire échanger de manière ouverte sur des sujets ciblés. L'objectif sera de permettre l'acquisition et la mise en œuvre d'une nouvelle compréhension des bons comportements d'hygiène, des différents modes de transmission des maladies et des barrières à la contamination à travers la distribution des savons et bouilloires aux participants gagnants aux jeux concours organisés à la fin de chaque thématique. Ces focus groups permettent de cibler spécifiquement les femmes et les jeunes filles qui ont généralement moins accès à l'information dans le cadre de ces campagnes de sensibilisation.

- La formation de relais communautaires est également une des méthodes privilégiées. Ils sont capables de diffuser des messages sur la transmission des maladies hydriques et fécales, les risques de contamination, l'importance du lavage des mains, la collecte, le transport et le traitement de l'eau, par exemple.

- Les comités de gestion de l'eau préexistants sont également formés par DRC à ces bonnes pratiques.

Activity 1.1.5

A l'occasion de chaque activité, un MGP sera mis en place par les équipes MEAL. Les mécanismes de redevabilité seront adaptés à chaque contexte spécifique et choisis par les communautés après des discussions avec les équipes de DRC. La création de comités de gestion des plaintes, installation de points d'information pendant l'appui à la construction des ouvrages WASH.

Plusieurs canaux de communication seront mis à la disposition des bénéficiaires, notamment :

- Un numéro d'appel téléphonique
- Le positionnement de boîte à plainte au sein des communautés appuyées
- Le contact par oral ou écrit avec les équipes indépendantes MEAL

Le fonctionnement du système est présenté au début de chaque activité afin d'assurer la bonne compréhension des communautés. DRC insiste également sur le caractère anonyme et confidentiel du mécanisme afin de rassurer les personnes qui souhaiteraient l'utiliser. Les plaintes sont ensuite reçues, consignées et centralisées dans une base de données et analysées par l'équipe suivi et évaluation de DRC.

Avant chaque intervention, les équipes MEAL sensibiliseront les communautés sur l'objectif et le fonctionnement des mécanismes de gestion des plaintes. Des réunions avec les comités des représentants des communautés seront organisées afin d'identifier les mécanismes les plus pertinents par rapport au contexte et définir les modalités de mise en place. Les staffs de DRC formeront ces représentants, ainsi que les membres des comités et les points focaux lorsque ces options sont choisies, aux principes des MGP, notamment à l'importance de la confidentialité de certaines plaintes et au système de remonté des feedbacks. Les équipes MEAL seront en charge d'assurer une réponse aux feedbacks des bénéficiaires. Les PDM et enquêtes de fréquentation également seront une occasion pour les équipes MEAL de collecter les retours des communautés ainsi que d'y répondre.

Additional Targets :

M & R

Monitoring & Reporting plan

Dès le début du projet, DRC établira un cadre de suivi et d'évaluation pour l'ensemble du projet. Une matrice permettra de suivre l'avancement des activités, des indicateurs, les sources de vérification ainsi que le budget. La matrice est remplie mensuellement par les chefs de projet et les staffs MEAL sur base. Un feedback sur les aspects quantitatifs et qualitatifs, ainsi que sur l'orientation stratégique du projet est systématiquement fourni par le Chargé MEAL et la/le Directrice (eur) des Programmes au niveau de la coordination.

L'équipe MEAL, constituée d'un MEAL Specialist et d'un Chargé MEAL basés à Bangui, d'un Chargé MEAL et un Assistant à Paoua, sous la responsabilité hiérarchique du Chef de base et de la/le Directrice (eur) des programmes mais travaillent en étroite collaboration avec les équipes programmes sur base. Cette distinction hiérarchique et fonctionnelle permet d'assurer l'impartialité et la transparence dans la mise en œuvre des activités des équipes MEAL. Ces dernières ont la charge d'établir le plan de suivi et de s'assurer de la mise en œuvre des évaluations post intervention (PDM) et des mécanismes de gestion des plaintes (cf. activités 1.1.1, 1.1.2 et 1.1.5).

Des sessions mensuelles de revue budgétaire seront mises en place sous le lead du Responsable financier avec l'ensemble des équipes programmes et support afin de s'assurer de la bonne utilisation des ressources financières.

Un lien fort avec le service logistique sera maintenu pour la bonne mise en œuvre des activités.

En outre, DRC continuera à renforcer la gestion des informations collectées par la numérisation des données pour une meilleure analyse et protection des données. Enfin, les données collectées seront désagrégées par sexe, âge et handicap pour s'assurer de la dimension genre et inclusivité.

Workplan

Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<p>Activity 1.1.1: Construction de latrines transitionnelles</p> <p>En fonction des résultats des MSA, DRC envisage la construction/réhabilitation de 24 blocs de 2 cabines de latrines transitionnelles (soit 50 personnes par bloc de latrine) dans les zones de retour avec une densité de population élevée et des forts risques sanitaires dans la sous-préfecture de Bocaranga</p> <p>Les femmes, filles et autres personnes vulnérables seront consultées avant d'établir la position des latrines, dans le but de limiter les risques de protection, respecter les normes socio-culturelles et garantir la facilité d'accès. Les blocs de latrines seront ainsi séparés par sexe et chaque bloc contiendra une cabine adaptée aux personnes à mobilité réduite (équipée d'un tabouret pour la défécation). Pour les latrines transitionnelles, les fosses seront construites en briques d'argile. Compte tenu de la nature sableuse et visqueuse de la plupart des sols de la zone d'intervention, les fosses des latrines d'urgence creusées seront maçonnées avec des briques cuites pour limiter les risques de glissement de terrain.</p> <p>Les normes SPHERE seront utilisées pour guider la construction de l'infrastructure sanitaire, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une distance de 30 mètres sera observée entre la latrine et le point d'eau souterrain (cette distance peut être ajustée en fonction de la structure du sol) ; - Un espace de 1,5 mètre sera observé entre le fond de la latrine et le niveau hydrostatique ; - Une distance de 50 mètres maximum sera maintenue entre les latrines et les zones d'habitation ; - Des mesures d'atténuation seront mises en œuvre pour faire face à la contamination causée par les inondations ou l'élévation du niveau des eaux souterraines ; - Des mesures seront mises en place pour s'assurer que le débordement ou le drainage ne contamine pas d'autres sources d'eau ; - Des mesures seront prises pour s'assurer que les bénéficiaires ne sont pas exposés à des risques, tels que des risques de protection, lors de l'accès à l'infrastructure sanitaire; - Les mesures seront décidées en concertation avec les communautés qui proposeront des solutions à entreprendre pour rendre les infrastructures plus sûres pour les bénéficiaires. <p>Chaque bloc de latrines sera aussi équipé d'un dispositif pour le lavage des mains installé à environ 3 mètres des latrines et consistant en une base en bois ou en acier avec un seau et un robinet. Les comités d'hygiène aussi appelés comités d'assainissement seront responsables de l'approvisionnement en eau.</p>	2022				X	X	X	X	X	X	X	X	
<p>Activity 1.1.2: Réhabilitation de points d'eau</p> <p>Suite aux MSA, lorsque des besoins importants en accès à l'eau ressortent, DRC mène des diagnostics techniques sur les infrastructures d'eau existantes afin de déterminer la typologie de réparation à faire.</p> <p>La sélection des points d'eau à réhabiliter est basée sur les facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes qui dépendent du point d'eau et pression sur la ressource en eau ; - Nombre de litres d'eau potable disponibles par jour et par personne ; - Qualité de l'eau potable disponible ; - Risques liés à l'utilisation des infrastructures existantes ; - Nombre de cas de maladies hydriques enregistrés au cours de 2 dernières semaines et insalubrité du point d'eau ; - Caractéristiques de l'environnement à proximité des points d'eau et des eaux souterraines qui peuvent contribuer à la contamination (animaux consommant l'eau, présence de latrines, etc.). <p>En fonction des résultats des MSA et des diagnostics techniques, DRC prévoit donc la réhabilitation de 28 points d'eau, notamment des forages et des puits équipés de pompes manuelles, dans la sous-préfecture de Bocaranga. L'objectif est celui d'améliorer l'accès à l'eau potable pour 14 000 personnes (soit 500 personnes/point d'eau) retournées, déplacées et des communautés d'accueil affectées par les chocs afin d'atteindre le standard minimum de 15 litres d'eau potable par personne et par jour.</p> <p>Le projet prévoit de réhabiliter les puits traditionnels et les sources en fonction des besoins spécifiques diagnostiqués pour chaque point d'eau par les équipes de DRC. La réhabilitation des infrastructures souterraines impliquera l'entretien des tubages, le remblayage de l'espace naturel et le revêtement de surface. Pour les pompes, après diagnostic, elles seront soit réparées, soit remplacées. De même, après le diagnostic des équipements de surface, ils seront soit partiellement réhabilités, soit totalement réhabilités. Ces équipements de surface comprennent : le socle de la pompe, le trottoir, le canal de drainage, le puisard et un mur de protection. Ces travaux seront réalisés par la main d'œuvre locale sous la supervision technique de DRC. Quant à l'adaptation ou l'amélioration des puits, elle comprendra le nettoyage ou le recouvrement de la structure, la construction d'un pont de drainage, l'installation d'une pompe. Pour les sources, toutes les mesures seront prises pour restaurer leur fonctionnalité et prévenir toute contamination externe. Toutes les réhabilitations sont complétées par des tests fonctionnels, chimiques et bactériologiques suivis d'enquêtes auprès des utilisateurs pour obtenir des données démographiques sur ces derniers.</p>	2022				X	X	X	X	X	X	X	X	

<p>Activity 1.1.3: Création/Redynamisation des comités de gestion des infrastructures WASH</p> <p>Pour les infrastructures WASH, DRC mettra en place ou redynamisera des comités de gestion afin d'assurer la participation active des communautés lors de la réalisation des activités, la maintenance des ouvrages ainsi que leur durabilité. Les membres des comités seront des volontaires choisis par leurs pairs à travers des élections lors de réunions publiques en présence des autorités locales et de la communauté sur la base de critères choisis par les communautés mêmes. Les comités d'assainissement seront composés de 4 membres (deux hommes et deux femmes) qui recevront une formation sur l'hygiène et la bonne maintenance des ouvrages et le matériel nécessaire (raclette, brosse dure, seau maçon de 10 L, détergent, gant plastique, botte, balayeuse coco, cache-nez). Les comités seront responsables du maintien de l'hygiène des latrines. Les comités de gestion des points d'eau seront composés de 5 membres (dans la mesure du possible, DRC s'efforcera d'avoir une représentation significative de femmes dans les comités). Chaque comité sera composé d'un président, d'un trésorier, d'un secrétaire, d'un pompiste et d'un agent d'entretien. Le personnel de DRC les formera ensuite à la gestion des points d'eau, conformément aux modules de formation promus par les services locaux de l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA). Chaque comité recevra également le matériel nécessaire (pelle, râteau, boîte avec serrure, détergent, botte, gant en plastique, balai en coco, brosse dure, raclette, serpillière, seau de 10 L) pour l'entretien des points d'eau. Concernant la gestion des points d'eau, DRC propose de travailler avec l'ANEA en milieu rural pour renforcer les capacités techniques des artisans réparateurs afin d'appuyer la continuité de l'entretien des ouvrages hydrauliques.</p>	2022				X	X	X	X	X	X	X	X	X
<p>Activity 1.1.4: Sensibilisations à l'hygiène</p> <p>L'ensemble des activités WASH susmentionnées seront accompagnées d'activités de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène. Les thèmes abordés permettront de renforcer les connaissances de la population sur les risques de transmission des maladies hydriques et féco-orales tout en assurant la transversalité des messages sur les mesures barrières contre le COVID- 19 et les autres épidémies.</p> <p>Les mesures d'adaptation au COVID-19 sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) les sessions de sensibilisation ciblées et les petits groupes de discussion seront préférés aux campagnes de sensibilisation de masse ; ii) les équipes seront systématiquement équipées de matériel de protection ; iii) le ciblage en porte-à-porte se fera dans le respect des mesures d'éloignement ; iv) le calendrier des activités tiendra compte des limites imposées par le nombre de personnes à rassembler. <p>Le projet prévoit de s'appuyer sur des intermédiaires communautaires dans les zones d'intervention qui serviront de sensibilisateurs pour diffuser les différents messages aux bénéficiaires à travers des outils et moyens de communication qui ne nécessitent pas de rassemblements de masse. Parmi les sujets abordés figurent le lavage des mains, les mesures de protection contre le Covid 19, la collecte, le transport et le stockage de l'eau, ainsi que l'utilisation des latrines. Différentes méthodes de sensibilisation seront utilisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les focus groups consistent à réunir un petit groupe d'individus (entre 5 et 15 personnes), homogènes en termes d'âge, de sexe et de statut social, pour les faire échanger de manière ouverte sur des sujets ciblés. L'objectif sera de permettre l'acquisition et la mise en œuvre d'une nouvelle compréhension des bons comportements d'hygiène, des différents modes de transmission des maladies et des barrières à la contamination à travers la distribution des savons et bouilloires aux participants gagnants aux jeux concours organisés à la fin de chaque thématique. Ces focus groups permettent de cibler spécifiquement les femmes et les jeunes filles qui ont généralement moins accès à l'information dans le cadre de ces campagnes de sensibilisation. - La formation de relais communautaires est également une des méthodes privilégiées. Ils sont capables de diffuser des messages sur la transmission des maladies hydriques et fécales, les risques de contamination, l'importance du lavage des mains, la collecte, le transport et le traitement de l'eau, par exemple. - Les comités de gestion de l'eau préexistants sont également formés par DRC à ces bonnes pratiques. 	2022				X	X	X	X	X	X	X	X	X

<p>Activity 1.1.5: A l'occasion de chaque activité, un MGP sera mis en place par les équipes MEAL. Les mécanismes de redevabilité seront adaptés à chaque contexte spécifique et choisis par les communautés après des discussions avec les équipes de DRC. La création de comités de gestion des plaintes, installation de points d'information pendant l'appui à la construction des ouvrages WASH. Plusieurs canaux de communication seront mis à la disposition des bénéficiaires, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un numéro d'appel téléphonique - Le positionnement de boîte à plainte au sein des communautés appuyées - Le contact par oral ou écrit avec les équipes indépendantes MEAL <p>Le fonctionnement du système est présenté au début de chaque activité afin d'assurer la bonne compréhension des communautés. DRC insiste également sur le caractère anonyme et confidentiel du mécanisme afin de rassurer les personnes qui souhaiteraient l'utiliser. Les plaintes sont ensuite reçues, consignées et centralisées dans une base de données et analysées par l'équipe suivi et évaluation de DRC.</p> <p>Avant chaque intervention, les équipes MEAL sensibiliseront les communautés sur l'objectif et le fonctionnement des mécanismes de gestion des plaintes. Des réunions avec les comités des représentants des communautés seront organisées afin d'identifier les mécanismes les plus pertinents par rapport au contexte et définir les modalités de mise en place. Les staffs de DRC formeront ces représentants, ainsi que les membres des comités et les points focaux lorsque ces options sont choisies, aux principes des MGP, notamment à l'importance de la confidentialité de certaines plaintes et au système de remontée des feedbacks. Les équipes MEAL seront en charge d'assurer une réponse aux feedbacks des bénéficiaires. Les PDM et enquêtes de fréquentation également seront une occasion pour les équipes MEAL de collecter les retours des communautés ainsi que d'y répondre.</p>	2022				X	X	X	X	X	X	X	X	X
--	------	--	--	--	---	---	---	---	---	---	---	---	---

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

Au cours de l'action, les bénéficiaires seront inclus dans le design, la mise en œuvre et le suivi des activités à travers la participation active lors des MSA, dans l'emplacement des infrastructures d'assainissement, pendant les PDM, les enquêtes de fréquentation et grâce au MGP. En termes de mécanisme de redevabilité, DRC applique et respecte les standards CHS nécessitant que les plaintes soient accueillies et traitées de manière appropriée. Un accès sûr et confidentiel au système de redevabilité est mis en place à travers de différents points d'entrée :

- Face à face avec l'équipe MEAL présente sur les bases et lors des différentes activités du projet ;
- Mise en place de comités de gestion des plaintes lors des activités ;
- Installation de points d'information, pendant la réputation et/ou réhabilitation des points d'eau et des ouvrages d'assainissement (cf. A 1.1.5 "Mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes/redevabilité »).

Le relevé et suivi des retours d'informations n'ayant pas trait à des suspicions de violation du Code de Conduite de DRC est assuré par l'équipe MEAL. Des cycles de formation à destination des équipes DRC et croisant différentes thématiques sur les mécanismes de gestion des plaintes et la redevabilité envers les populations affectées seront proposés régulièrement. Pour ce faire, des produits détaillant les comportements à attendre de la part des membres de DRC et récapitulant les moyens de faire remonter les informations sur des conduites ne respectant pas les règles humanitaires seront fréquemment distribués et expliqués aux bénéficiaires et communautés affectées tout au long des activités du projet.

Par ailleurs, en 2021, DRC a significativement consolidé son mécanisme de traitement des plaintes en lien avec son Code de Conduite, en élargissant son comité d'examen des plaintes et en ayant un enquêteur, formé aux techniques d'enquête administrative, déployable en RCA. Il est important de noter que toute violation sévère du Code de Conduite (fraude substantielle, cas d'exploitation et d'abus sexuels) est immédiatement transférée au siège de DRC pour traitement et suivi. Grâce à son expérience dans le domaine de la protection, DRC compte sur une vraie expertise en matière de gestion des données sensibles, de formation et sensibilisation de ses staffs, fournisseurs et partenaires au respect du Code de Conduite et plus généralement sur les droits humains et les principes humanitaires. DRC applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis de toute violation du Code de Conduite et des principes humanitaires.

Implementation Plan

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
--------------------------	---

Environment Marker Of The Project

Gender Marker Of The Project

4- Likely to contribute to gender equality, including across age groups

Justify Chosen Gender Marker Code

Protection Mainstreaming

DRC, en tant qu'ONG fortement orientée vers le secteur de la protection, assurera la mise en place d'activités de protection transversale au profit des bénéficiaires de ce projet et le respect du principe « Ne pas nuire ».

En vue d'assurer le respect des standards de protection dans l'ensemble des activités menées, les équipes de DRC seront recyclées/formées sur la protection transversale et ses principes directeurs (notamment, la priorisation de la sécurité et de la dignité des bénéficiaires et de l'approche « Ne pas nuire », l'importance de l'accès à l'aide, la redevabilité, la participation et l'empowerment). Les chefs de projet travailleront en lien direct avec le Responsable du Département Protection en RCA pour définir des plans d'actions par type d'activité afin d'assurer une approche inclusive en termes d'âge, de genre et de diversité. Les femmes et les groupes vulnérables seront consultés régulièrement afin de définir, l'emplacement des ouvrages d'assainissement dans le but de minimiser les risques d'agression et les tensions intercommunautaires, de garantir l'accessibilité à tout le monde, y inclus les personnes à mobilité réduite, et d'assurer que le design des infrastructures correspond aux normes culturelles locales.

Les staffs de DRC veilleront à garantir un équilibre de genre, âge et diversité parmi les membres de tous les comités. Des sensibilisations sur les thèmes de la protection seront conduites avant et pendant chaque activité, et des points focaux seront formés à identifier et référencer les cas vers les autres services disponibles au sein de DRC (lien avec les projets protection en cours dans la zone). Pendant les MSA, une évaluation des risques de protection sera menée et, lorsque nécessaire, elle permettra de déclencher une réponse en protection, dans le cadre d'autres projets que DRC mène dans les zones ciblées par cette proposition (avec financements BHA, DANIDA, ECHO, FH RCA). Les activités complémentaires envisageables sont : monitoring des cas de protection, prise en charge psychosociale individuelle et de groupe, référencement vers les services disponibles (ex. médical, juridique, socio-économique), assistances de protection individuelles, sensibilisations et renforcement de capacités dans les domaines de la protection et des VBG, etc. Le monitoring des cas de protection permettra également d'avoir une analyse détaillée des besoins en termes de VBG et protection dans les zones de mise en œuvre et d'effectuer un plaidoyer auprès des bailleurs de fonds, des ONGI et ONGL, des Agences UN, des Clusters.

Country Specific Information

Safety and Security

Access

La multiplication des incidents de sécurité caractérisée par des actes de prédation économiques, les engins explosifs, les opérations militaires, les affrontements entre groupes armés et FACA/FI et les restrictions administratives sont entre autres des freins à l'accès aux populations vulnérables. Le ciblage des camions affrétés par les ONG pour l'acheminement de l'aide humanitaire sur les bases reste également un facteur de restriction pour accéder et répondre aux besoins des populations affectées.

Même si les ONG ne sont pas a priori des cibles des acteurs armés dans les zones d'intervention, le risque reste assez élevé lors des déplacements des équipes opérationnelles.

DRC à travers son département Accès Humanitaire et Sûreté, a mis en place des outils de suivi, collecte et d'analyse permanent de l'évolution de la situation sécuritaire dans ses différentes zones d'interventions. Ce mécanisme mis en place permet de suivre et orienter les équipes programmes dans le cadre de leur déplacement de mener de façon leurs activités. La mise à jour permanente des règles de sécurités locales ainsi que des plans de contingence, permet de mitiger et prévenir les risques sécuritaires ainsi que de connaître les procédures et comportements à suivre en cas d'incident à travers les SOPs élaborés et adaptés au contexte de chaque zone. Les rapports d'incidents sont collectés de manière régulière afin d'avoir une vision des tendances de sécurité constamment à jour.

Les déplacements sur le terrain sont partagés au département accès humanitaire et sûreté une semaine en avance, afin de garantir le temps nécessaire à la prise de contact et au suivi de l'évolution du contexte et formuler des recommandations aux équipes opérationnelles. Des briefings et debriefings sont organisés afin de mieux identifier les difficultés du terrain et mettre en place des mesures de remédiation. Du matériel de communication adapté (VHF, HF, thuraya et portable) en fonction de la couverture de réseau est utilisé dans le respect des SOPs en matière de communication et déplacement des équipes.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
1. Staff and Other Personnel Costs							
1.1	Team Leader WASH	D	1	1,300.00	8	100.00	10,400.00
	<i>1 Team Leader Wash pour 8 mois con qui consacrera à 100% sur le projet.. Il coordonne la mise en ouvre des activités WASH, veille à leur qualité et supervise les chargés et assistants. Le cout unitaire du salaire comprend le salaire de base, CNSS et autres cotisations obligatoires.</i>						
1.2	Assistant promotion à l'hygiène	D	1	550.00	8	100.00	4,400.00
	<i>1 assistant promotion à l'hygiène pour l'Ouham pour 8 mois. Chargé à 100% sur ce projet. Il organise les sensibilisation à l'hygiène. Le cout unitaire du salaire comprend le salaire de base, CNSS et autres cotisations obligatoires.</i>						
1.3	Chargé MEAL - Paoua	S	1	929.00	8	36.00	2,675.52
	<i>1 chargé MEAL pour l'Ouham Pendé pour 3 mois pris en charge à 100%. Ce qui représente 38% de sa rémunération sur la période de mise en oeuvre du projet. Cela se justifie par le fait que ce staff travaille déjà sur d'autres projets financés par le FH. Son rôle sera de mettre en oeuvre les activités MEAL et veiller sur leur qualité. Il supervise également les assitants MEAL. Le coût unitaire du salaire comprend le salaire de base, CNSS et autres cotisations obligatoires.</i>						
1.4	Assistant MEAL- Paoua	S	1	550.00	8	38.00	1,672.00
	<i>1 Assistant MEAL pour l'Ouham Pendé pour 3 mois pris en charge à 100%. Ce qui représente 38% de sa rémunération sur la période de mise en oeuvre du projet. Cela se justifie par le fait que ce staff travaille déjà sur d'autres projets financés par le FH. Son rôle sera de mettre en oeuvre les activités MEAL en assurant la collecte des données et la supervision des enquêteurs journaliers. Le coût unitaire du salaire comprend le salaire de base, CNSS et autres cotisations obligatoires.</i>						
1.5	Equipe logistique Paoua	S	1	7,305.00	8	25.00	14,610.00

	<i>Salaires des staffs de l'équipe Log de la base composée du salaires brut et des frais de sécurité sociale patronales obligatoire. l'équipe est composée d'un Assistant Log AChat, 1 Assistant Log Technique, 1 Magasinier, 1 Mécanicien, 6 Chauffeurs et 6 gardiens</i>						
1.6	Equipe Admin RH Paoua	S	1	2,046 .00	8	25.00	4,092.00
	<i>Salaires des staffs de l'équipe Admin RH composée du salaires brut et des frais de sécurité sociale patronales obligatoire. l'équipe est composée d'un Assistant Finance/ caissier d'un chargé des finances d'un assistant des ressources humaines</i>						
1.7	Responsable Log Admin Paoua	S	1	6,048 .00	8	13.00	6,289.92
	<i>1 Log Admin Expatrié Base à Paoua pour 1 mois pour appuyer / faciliter la mise en œuvre de ce projet. Le cout unitaire du salaire comprend le salaire de base, CNSS et autres cotisations obligatoires</i>						
1.8	Equipe logistique Bangui	S	1	16,45 9.00	8	10.00	13,167.20
	<i>Salaires des staffs de l'équipe Log Bangui composée du salaires brut et des frais de sécurité sociale patronales obligatoire. Dans l'équipe à prendre en charge, on retrouve: 1 supply chain manager, 1 chargé de stock et de la maintenance, 1 assistant IT, 2 assistant de maintenance, 1 chargé d'approvisionnement, 02 chauffeurs.</i>						
1.9	Chef de Base Paoua	S	1	8,121 .00	8	13.00	8,445.84
	<i>1 Chef de Base Expatrié à paoua pour 1 mois pour appuyer / faciliter la mise en œuvre de ce projet. Le cout unitaire du salaire comprend le salaire de base, CNSS et autres cotisations obligatoires.</i>						
1.10	Equipe Admin RH Bangui	S	1	5,422 .00	8	10.00	4,337.60
	<i>Salaires des staffs de l'équipe RH de Bangui composée du salaires brut et des frais de sécurité sociale patronales obligatoire.</i>						
	Section Total						70,090.08
2. Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Réhabilitation points d'eau	D	28	1,978 .00	1	100.00	55,384.00
	<i>Matériaux et mains d'oeuvre pour la réhabilitation de 28 points d'eau (cf. Annexe 1_BoQ activités)</i>						
2.2	Comités points d'eau	D	28	246.0 0	1	100.00	6,888.00
	<i>Achat et distribution des matériels pour 28 comités de points d'eau (cf. Annexe 1_BoQ activités)</i>						
2.3	Achat matériels pointsd'eau	D	28	156.0 0	1	100.00	4,368.00
	<i>Matériels pour les réparations / réhabilitations des points d'eau</i>						
2.4	Construction latrines transitionnelles	D	24	608.0 0	1	100.00	14,592.00
	<i>Matériaux et mains d'oeuvre pour la construction de 24 blocs de latrines transitionnelles (cf. Annexe 1_BoQ activités)</i>						
2.5	Comités ouvrages assainissement	D	24	88.00	1	100.00	2,112.00
	<i>Achat et distribution des matériels pour 24 comités d'assainissement (cf. Annexe 1_BoQ activités)</i>						
2.6	Sensibilisations à l'hygiène	D	24	364.0 0	1	100.00	8,736.00
	<i>Matériels pour les sensibilisations et formations des RECO (cf. Annexe 1_BoQ activités)</i>						
2.7	MSA, PDM et MGP	D	3	4,668 .00	1	100.00	14,004.00
	<i>Cout pour l'organisation des MSA, des PDM et la mise en place des MGP lors de chaque intervention (cf. Annexe 1_BoQ activités)</i>						
2.8	Visibilité	D	1	504.0 0	1	100.00	504.00
	<i>Achat des T-Shirts & sacs laptop pour les staffs, Pose visibilité sur les forages, banderoles pour les activités, etc. (cf. Annexe 2.8 BoQ Visibilité)</i>						
	Section Total						106,588.00
3. Equipment							
3.1	Achat ordinateurs	D	2	1,500 .00	1	100.00	3,000.00
	<i>Achats d'ordinateurs modèle (HP Probook' Processeur Intel Core i5-10210U, Ecran Full HD d'une diagonale de 33,38 cm, Clavier Azerty 4Go de mémoire +256 Go PCIe) pour les 4 nouveaux staffs recrutés sur le projet</i>						
3.2	Achat appareil photo + carte mémoire + piles rechargeables	D	1	236.0 0	1	100.00	236.00

	<i>Achat appareil photo pour les activités sur le terrain</i>									
	Section Total									3,236.00
4. Contractual Services										
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0	0.00		
	NA									
	Section Total									0.00
5. Travel										
5.1	Vols UNHAS	D	3	225.00	8	100.00		5,400.00		
	<i>Vols UNHAS pour un total de 16 vols sur la durée du projet, à raison 2 aller-retours estimés chaque mois.</i>									
5.2	Mission terrain	D	5	13.00	80	100.00		5,200.00		
	<i>Selon sa grille, DRC paie 7500 F par nuitée (hébergement et perdiem) pour 5 personnes X 10 jours en moyenne durant 8 mois</i>									
5.3	Location véhicules programme	D	2	2,163.00	8	100.00		34,608.00		
	<i>Location ou dépréciation des véhicules utilisés pour les activités d'urgence dans le cadre de ce projet. Le cout est d'environ 2 163 USD/ mois en comptant une moyenne de 25 jours travaillés/mois.</i>									
5.4	Carburant véhicules programme	D	504	2.00	8	100.00		8,064.00		
	<i>Cout du carburant pour les véhicules loués ou dépréciés utilisés pour les activités d'urgence dans le cadre de ce projet.</i>									
	Section Total									53,272.00
6. Transfers and Grants to Counterparts										
NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0	0.00		
	NA									
	Section Total									0.00
7. General Operating and Other Direct Costs										
7.1	Carburant Paoua	S	1	7,785.00	8	10.00		6,228.00		
	<i>Frais de fourniture de carburant des groupes electrogenes du bureau et des vehicules de fonctionnement support du bureau</i>									
7.2	Maintenance Guest Paoua	S	1	952.00	8	16.00		1,218.56		
	<i>Frais de maintenance gestion de vidance reparation des groupes electrogene et vehicule fonctionnement du bureau</i>									
7.3	Consommables de bureau Paoua	S	1	606.00	8	16.00		775.68		
	<i>Achat des consommables du bureau Papeterie encres ..</i>									
7.4	Gestion du bureau Paoua	S	1	1,081.00	8	16.00		1,383.68		
	<i>Frais de location du bureau gestions des factures de fonctionnement du bureau</i>									
7.5	Communication Paoua	S	1	829.00	8	16.00		1,061.12		
	<i>Frais de couverture internet telephone et facture utilisation des thurayya</i>									
7.6	Carburant Bangui	S	1	2,595.00	8	9.00		1,868.40		
	<i>Frais de fourniture de carburant des groupes electrogenes du bureau et des vehicules de fonctionnement support du bureau</i>									
7.7	Maintenance Bangui	S	1	1,920.00	8	9.00		1,382.40		
	<i>Frais de maintenance gestion de vidance reparation des groupes electrogene et vehicule fonctionnement du bureau</i>									
7.8	Gestion du bureau Bangui	S	1	14,805.00	8	3.00		3,553.20		

	<i>Frais de location du bureau gestions des factures de fonctionnement du bureau ces coûts comprennent le loyer du bâtiment logeant les bureaux et les faris d'enregistrement des contrats de location, l'assurance du bureau, l'électricité du bureau, les frais d'eau et les frais d'entretien du bureau.</i>						
7.9	Communication Bangui	S	1	42,23 2.00	8	3.00	10,135.68
	<i>Les frais de communication du bureau de Bangui comprennent le coût des licences, Internet Marlink, Internet VSAT Konnect, Thuraya, Coût des communications téléphoniques mobiles de bureau et les taxes payées à l'ARCEP.</i>						
	Section Total						27,606.72
SubTotal				696.00			260,792.80
Direct							177,896.00
Support							82,896.80
PSC Cost							
PSC Cost Percent							7.00
PSC Amount							18,255.50
Total Cost							279,048.30

Project Locations							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Ouham Péné ^{>} Bocaranga	100.00000	0	0	0	0		WaSH: Activity 1.1.1: Construction de latrines transitionnelles En ... WaSH: Activity 1.1.2: Réhabilitation de points d'eau Suite aux MSA,... WaSH: Activity 1.1.3: Création/Redynamisation des comités de gestion de... WaSH: Activity 1.1.4: Sensibilisations à l'hygiène L'ensemble des ... WaSH: Activity 1.1.5: A l'occasion de chaque activité, un MGP sera mis ...

Documents	
Category Name	Document Description
Budget Documents	BoQ activités prog_FH 1ère allocation.xlsx
Budget Documents	2022-03-14 Budget - BoQ activités prog_FH 1ère allocation révisé VF.xlsx
Budget Documents	19032022_Budget - BoQ activités prog_FH 1ère allocation révisé VF.xlsx
Budget Documents	25032022_Budget - BoQ activités prog_FH 1ère allocation révisé VF.xlsx
Budget Documents	31032022_Budget - BoQ activités prog_FH 1ère allocation révisé VF.xlsx
Budget Documents	01042022_Budget - BoQ activités prog_FH 1ère allocation révisé VF.xlsx
Budget Documents	01042022_Budget - BoQ activités prog_FH 1ère allocation révisé VF (02).xlsx
Budget Documents	08042022_Budget - BoQ activités prog_FH 1ère allocation révisé VF (06).xlsx